

RAPPORT DE GESTION

Non audité

Pour le premier trimestre terminé le 29 mars 2014



© Copyright of Sellar

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION	3
MESURES NON CONFORMES AUX IFRS	3
SURVOL DE LA SOCIÉTÉ	4
FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014	6
FAITS SAILLANTS DE NATURE FINANCIÈRE DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014	6
REVUE DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014	7
INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS	9
REVUE FINANCIÈRE	10
SITUATION DE TRÉSORERIE	18
SOURCES DE FINANCEMENT	20
TRANSACTIONS LIÉES À L'ACQUISITION DE FOCUS	20
SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES	21
GOVERNANCE	22
PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	22
FUTURES NORMES COMPTABLES	23
INSTRUMENTS FINANCIERS	23
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	23
ARRANGEMENTS HORS BILAN	23
ÉNONCÉS PROSPECTIFS	23
FACTEURS DE RISQUE	24
INFORMATION ADDITIONNELLE	24
GLOSSAIRE	25

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit, qui se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats opérationnels consolidés de Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP »), est daté du 12 mai 2014 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels elle est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes complémentaires de la Société pour le trimestre terminé le 29 mars 2014, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre terminé le 29 mars 2014 ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), telles qu'elles sont énoncées dans le Manuel de CPA Canada. Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est non auditée.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour le premier trimestre, qui couvre la période du 1^{er} janvier 2014 au 29 mars 2014. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre puisque la fin d'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre de chaque année.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La Société présente ses états financiers conformément aux IFRS. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, la Société a eu recours à des mesures non conformes aux IFRS, soit les suivantes : les produits nets, le BAIIA, la marge du BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat), le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action, le carnet de commandes, les fonds provenant des activités opérationnelles, les fonds provenant des activités opérationnelles par action, les flux de trésorerie disponibles, les flux de trésorerie disponibles par action, le délai moyen de recouvrement des comptes clients (le « délai de recouvrement ») et le ratio de la dette nette sur le BAIIA. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, dans la section « Glossaire ».

La direction estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats opérationnels de la Société, puisqu'elles constituent des indicateurs clés de son rendement. Ces mesures non conformes aux IFRS, qui n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent différer des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

La Société a procédé à la réorganisation de sa structure opérationnelle en date du 1^{er} janvier 2014, en vertu d'un plan d'arrangement approuvé par les tribunaux (l'« arrangement »). L'arrangement, qui a été approuvé par les actionnaires de la Société lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires du 23 mai 2013 et qui a reçu l'approbation finale de la Cour supérieure du Québec le 27 mai 2013, a donné lieu à la réorganisation de la Société en une structure d'entreprise mondiale qui a donné naissance à une nouvelle société nommée Groupe WSP Global Inc., qui remplace GENIVAR inc. (« GENIVAR ») en tant que société cotée en bourse. Cet arrangement avait pour but de mettre en place une structure corporative mondiale afin d'établir de solides fondations pour la croissance future de la Société. Dans le cadre de cette réorganisation, un nouveau nom a été attribué à l'entité opérationnelle canadienne, soit WSP Canada Inc. En adoptant une nouvelle image de marque, la Société a affirmé sa position en tant qu'acteur clé doté d'une présence mondiale, d'une marque mondiale et d'expertise et d'expérience multidisciplinaires beaucoup plus riches, dont elle peut tirer parti afin d'en offrir plus à ses clients.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à GENIVAR avant l'arrangement et à Groupe WSP Global Inc. après l'arrangement. Les termes « WSP » ou « WSP Global » font référence à Groupe WSP Global Inc., société cotée en bourse qui remplace GENIVAR inc. Lorsque le contexte l'exige, ce terme englobe également les filiales et les entreprises associées.

WSP, dont le siège social est situé au Canada, est l'un des plus importants cabinets de services professionnels au monde, comptant environ 15 000 employés (environ 17 000 en tenant compte des acquisitions de Focus Group Holdings Inc. (« Focus ») et de Technip TPS (« TPS ») qui ont eu lieu récemment) travaillant de pair avec des gouvernements, des entreprises, des architectes et des planificateurs et proposant des solutions intégrées dans un large éventail de domaines de spécialité. La Société offre des services pour transformer l'environnement artificiel et restaurer l'environnement naturel, et ses compétences sont multiples, allant de la restauration d'environnements à la planification urbaine, de la construction d'édifices emblématiques à la conception de réseaux de transport durables, et du développement de sources d'énergie du futur à la mise en place de nouvelles méthodes d'extraction des ressources essentielles.

Occupant plus de 300 bureaux répartis dans 30 pays sur 5 continents, WSP est bien positionnée pour offrir une expertise hautement spécialisée dans bon nombre de domaines et d'endroits. Elle peut également offrir une gamme de services entièrement intégrée qui combine les connaissances et l'expérience provenant de l'ensemble de la Société et qui est gérée et exécutée avec transparence, ce qui permet de répondre aux besoins commerciaux de ses clients en tout lieu et à tout moment.

Le modèle d'affaires de WSP est centré sur le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque segment de marché dans lesquels elle évolue, grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients locaux et nationaux, tout en tenant compte de leurs besoins. Le modèle d'affaires de la Société se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. La Société a des capacités et des compétences assez vastes pour transformer les visions de ses clients en réalité durable, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental. Enfin, la Société offre ses services de bout en bout à ses clients provenant d'un ensemble ciblé de segments de marché dans lesquels elle a développé une expertise vaste et approfondie. Cette approche permet aux experts de la Société de comprendre pleinement les réalités du monde des affaires avec lesquelles ses clients doivent composer et de disposer des connaissances et des solutions dont ils ont besoin pour réaliser leurs objectifs d'affaires. Les segments de marché ciblés par WSP sont les suivants :

- **Bâtiment** : La Société offre des services de consultation et d'exécution complets pour certains des bâtiments les plus prestigieux de la planète. Ses services touchent un large éventail de secteurs : le commercial, la santé, l'éducation, le culturel, le sport, les loisirs et la revitalisation urbaine. La gamme de services inclut le génie mécanique, électrique et structural, la planification, les sciences du bâtiment, l'efficacité énergétique, les installations alimentaires, les solutions de télécommunications et les autres services offerts dans le cadre d'un projet. Par l'entremise de ses partenaires, la Société offre également des services d'architecture et d'aménagement paysager à certains de ses clients. La Société travaille sur des installations existantes, ainsi que sur de nouveaux projets de construction.
- **Infrastructures (incluant le transport et les infrastructures municipales)** : À l'échelle mondiale, les gouvernements utilisent l'expertise de la Société pour établir des stratégies à long terme durables en matière d'infrastructures et pour obtenir des conseils à l'échelle nationale et régionale sur le cycle de vie complet d'une grande diversité de projets d'envergure. Les forces de la Société se situent plus particulièrement au chapitre de la planification, de l'analyse, de la conception et de la gestion de projets dans les secteurs de l'aviation, des ponts, des autoroutes, des réseaux routiers intelligents, de la marine, des routes et des chemins de fer. Les mandats municipaux de la Société concernent la requalification de l'espace et le développement municipal, la distribution et le traitement de l'eau, la collecte et le traitement des eaux usées, les services publics, la gestion des eaux pluviales, les réseaux routiers, l'éclairage et diverses installations municipales. Les gouvernements, les villes, les municipalités, les cantons et les promoteurs immobiliers comptent parmi les principaux clients de ce segment.
- **Industriel et énergie (incluant les mines et les hydrocarbures)** : La Société offre des services de planification et de gestion de projets, ainsi que des services-conseils initiaux aux entreprises privées de diverses industries, ce qui comprend le soutien stratégique, technique et commercial dans les projets de construction complexes. De plus, elle propose des services-conseils en ingénierie de procédés industriels à d'importants clients industriels, notamment dans les domaines de l'exploitation minière (souterraine et à ciel ouvert), du traitement du minerai, des hydrocarbures, de la métallurgie, des produits chimiques et pétrochimiques, des pâtes et papiers, des produits forestiers, des produits pharmaceutiques et de la biotechnologie, des aliments et boissons, de la production d'énergie et de la fabrication générale. Le segment de l'énergie englobe l'hydroélectricité, la production d'énergie éolienne, solaire et thermique, la sécurité nucléaire, la cogénération et les

systèmes de distribution et de transmission connexes. La clientèle de la Société dans ce segment comprend des fournisseurs publics d'électricité ainsi que des promoteurs des domaines de l'énergie et des services publics.

- **Environnement :** La Société aide divers organismes dans le monde à gérer les risques, à réduire les coûts et à créer des débouchés compétitifs liés à la durabilité, aux changements climatiques et aux considérations liées à l'environnement, à la santé et à la sécurité. Les services de la Société incluent les études de répercussions et les évaluations environnementales, l'étude des écosystèmes, la surveillance, les relevés et la caractérisation, les systèmes de gestion, les demandes de permis, les vérifications de conformité, la géomatique, la cartographie ainsi que la gestion du risque et des facteurs économiques. Les clients de ce segment de marché incluent des organisations provenant de tous les autres segments. Les projets types portent notamment sur la réhabilitation de sites contaminés, la gestion des déchets, la restauration d'habitats et la restauration de sites.

FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014

- La Société a procédé à la réorganisation de sa structure opérationnelle et à son changement d'image de marque en tant que WSP en date du 1^{er} janvier 2014, ce qui lui a permis d'établir de solides fondations pour sa croissance future et d'affirmer sa position sur l'échiquier mondial.
- WSP a entrepris l'acquisition de Focus Group Holdings Inc. (« Focus »), cabinet d'ingénierie et de géomatique comptant 1 800 employés situé en Alberta, au Canada, pour un montant total de 366,1 M\$. La transaction a été conclue le 10 avril 2014.
- WSP a tiré un produit net d'environ 282,1 M\$ d'un placement public réalisé par voie de prise ferme et de placements privés (fonds reçus le 31 mars 2014) et a obtenu un montant additionnel de 200,0 M\$ sous forme de facilités de crédit consenties par son consortium bancaire.
- WSP Canada Inc., filiale de WSP, a obtenu la certification délivrée par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») lui permettant de participer au processus d'attribution des contrats publics de la province de Québec.

FAITS SAILLANTS DE NATURE FINANCIÈRE DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014

- Produits et produits nets respectifs de 511,1 M\$ et de 440,6 M\$, soit une hausse de 6,8 % et de 8,3 %, respectivement, comparativement au premier trimestre de 2013.
- Carnet de commandes record de 1 723,1 M\$ et d'environ 10,1 mois de produits, soit une augmentation de 226,3 M\$, ou 15,1 %, comparativement au quatrième trimestre de 2013.
- BAIIA de 42,1 M\$, en hausse de 5,0 M\$, ou 13,5 %, comparativement au premier trimestre de 2013. Marge du BAIIA de 9,6 % des produits nets, en comparaison de 9,1 % pour le premier trimestre de 2013.

- Résultat net attribuable aux actionnaires excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) de 21,4 M\$, ou 0,41 \$ par action, soit une augmentation respective de 14,4 % et de 13,9 % par rapport au premier trimestre de 2013.
- Résultat net attribuable aux actionnaires de 17,3 M\$, ou 0,33 \$ par action, soit une hausse respective de 19,3 % et de 17,9 % comparativement au premier trimestre de 2013.
- Délai de recouvrement de 90 jours, soit une diminution de 3 jours par rapport à la même période de l'exercice précédent.
- Dividende trimestriel déclaré de 0,375 \$ par action et taux de participation au régime de réinvestissement des dividendes (« RRD ») de 43,6 %. Le conseil d'administration ne prévoit pas de changement au dividende actuel, ni au RRD pour le reste de l'année civile.
- Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA sur 12 mois continus de 0,8x.

REVUE DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014

Conformément à son plan stratégique mondial pour 2013-2015, la Société a réalisé deux acquisitions stratégiques depuis le début de l'exercice. Le 12 mars 2014, elle a annoncé qu'elle avait accepté d'acquérir Focus, cabinet d'ingénierie et de géomatique bien établi comptant 1 800 employés situé en Alberta. Cette acquisition permettra à la Société d'accroître son exposition dans le secteur des hydrocarbures, d'élargir et de diversifier son portefeuille de compétences spécialisées et de rehausser sa capacité d'offrir une valeur supérieure à ses clients. L'acquisition de Focus a été conclue en avril 2014.

En avril 2014, la Société a également annoncé l'acquisition de TPS, qui se spécialise dans l'ingénierie du bâtiment et des infrastructures et qui viendra ajouter environ 100 employés à l'effectif actuel de WSP en France. Non seulement cette acquisition rehausse la présence de WSP en France, mais elle renforce également son expertise dans les segments du bâtiment et des infrastructures à l'échelle mondiale. L'acquisition de TPS a été conclue le 30 avril 2014, pour un montant total d'environ 18,2 M\$ (12,0 M€).

Parallèlement à l'acquisition de Focus, la Société a réalisé un placement public par voie de prise ferme ainsi que des placements privés avec l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (l'« OIRPC ») et la Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Caisse »), ses deux plus importants actionnaires institutionnels. La Société a émis un total de 8 680 700 actions ordinaires, ce qui lui a rapporté un produit brut total d'environ 293,0 M\$. Elle a également modifié sa facilité de crédit consentie consortiale actuelle afin d'en faire passer la limite d'emprunt de 400,0 M\$ à 600,0 M\$.

Avec la structure de capital actuelle de la Société, le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA de la Société demeure à 0,8x, ce qui est bien en deçà de son objectif de 1,5x à 2,0x. La Société dispose d'un financement adéquat pour atteindre les objectifs de sa stratégie de croissance 2015, à la fois par croissance interne et au moyen d'acquisitions.

La performance financière de la Société pour le premier trimestre a été conforme aux attentes, malgré la conjoncture économique toujours difficile dans l'est du Canada. Les

produits nets enregistrés au Canada pour le premier trimestre de 2014 ont diminué de 16,3 M\$, ou 12,8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le Québec a compté pour 8,4 % de cette baisse et l'Ontario, exclusion faite de la région du Grand Toronto, pour 2,0 %. Ces deux régions ont compté pour environ 81,0 % du recul des produits nets au Canada.

Au cours du deuxième semestre de 2013, la Société a rajusté la taille de son effectif dans l'est du Canada d'environ 10 % afin de s'adapter à la conjoncture économique actuelle et prévue à l'échelle régionale.

Le peu de nouvelles dépenses en immobilisations dans le secteur des ressources, la compression des dépenses gouvernementales et la vive concurrence observée dans la plupart des segments de marché de la région sont également des facteurs qui ont contribué au repli observé dans le secteur opérationnel canadien de la Société. Toutefois, maintenant que les élections provinciales du Québec ont eu lieu et que la Société a obtenu la certification de l'AMF lui permettant de conclure des contrats publics dans la province de Québec, nous sommes confiants que nos activités dans l'Est canadien se stabiliseront et se redresseront vers la fin de l'exercice.

Nos autres secteurs opérationnels ont généré une forte croissance interne qui a plus que contrebalancé le rendement décevant de nos activités canadiennes, ce qui témoigne du bien-fondé de notre modèle d'affaires axé sur la diversification géographique. Les États-Unis et le Royaume-Uni en sont aux premières étapes d'une relance économique, alors que l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie-Pacifique affichent des tendances encourageantes.

Au Royaume-Uni, la Société a obtenu des contrats pour deux projets importants. Elle a signé un contrat de 8 ans avec le Westminster City Council (WCC), situé au centre-ville de Londres, en vue de lui fournir des services de conception et de construction pour tous ses projets liés au secteur public, à l'amélioration des routes, à l'inspection et à l'entretien des structures des ponts et des tunnels, et à la gestion de l'éclairage public et de la circulation. La Société a également été retenue pour un projet visant l'agrandissement du terminal principal du nouvel aéroport international de Doha au Qatar, un important contrat qui sera mené principalement par nos secteurs opérationnels du Royaume-Uni et du Moyen-Orient, avec l'appui de nos opérations au Canada, aux États-Unis et en Inde.

Aux États-Unis, nous travaillons de façon active afin de tirer profit de la force du marché immobilier dans l'État de New York et en Californie. Les occasions se multiplient dans le segment de l'environnement, alors que les prévisions pour le segment des infrastructures continuent de s'améliorer, plus particulièrement en ce qui a trait à la conception de ponts dans l'État de New York et aux services de transport pour les agences de péage.

En ce qui concerne notre secteur Nord de l'Europe, la Suède, qui représente la plus grande région de ce secteur, a affiché un rendement conforme aux attentes et une bonne croissance interne. La situation est demeurée difficile en Allemagne mais s'est améliorée comparativement à 2013. La Finlande poursuit sur sa lancée en obtenant de multiples projets, dont celui de la nouvelle ligne ferroviaire souterraine du centre-ville d'Helsinki.

La situation du secteur opérationnel Reste du monde est très encourageante, le Moyen-Orient, la Chine et la Colombie continuant d'afficher une forte croissance interne.

Dans l'ensemble, ces perspectives positives sont appuyées par la croissance de notre carnet de commandes, qui se situe actuellement à 1,7 milliard de dollars, un sommet pour la Société.

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

La Société a recours à une multitude d'indicateurs financiers sectoriels et consolidés afin d'évaluer son rendement. Le tableau ci-dessous dresse un sommaire des indicateurs de rendement clés les plus pertinents par catégorie. Les sections qui suivent présentent les résultats obtenus et une description de chaque indicateur.

Catégorie	Indicateur de rendement	Comparaison du premier trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2013
<i>Croissance :</i>	Produits nets*	↑
	Croissance en devises constantes – Il s'agit d'une mesure de la croissance des produits nets avant l'incidence du change. La Société estime utile d'ajuster les produits nets afin d'exclure l'incidence des variations des cours de change, ce qui facilite la comparaison du rendement des secteurs opérationnels d'une période à l'autre.	↑
	Carnet de commandes *	↑
<i>Rentabilité :</i>	BAIIA*	↑
	Marge du BAIIA*	↑
	BAIIA ajusté*	↔
	Marge du BAIIA ajusté*	↓
	Résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat)*	↑
	Fonds provenant des activités opérationnelles*	↑
	Flux de trésorerie disponibles*	↓
<i>Liquidités :</i>	Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles – Il s'agit d'une mesure de la trésorerie générée par nos activités courantes. Des flux de trésorerie opérationnels robustes constituent un indicateur de notre souplesse financière, laquelle fournit des assises solides pour la mise en œuvre de notre stratégie d'entreprise.	↓
	Délai de recouvrement*	↑
	Ratio de la dette nette sur le BAIIA* – Il s'agit d'une mesure du levier financier.	↑

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

↑ Favorable

↓ Non favorable

↔ Stable

REVUE FINANCIÈRE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DE 2014

	Premier trimestre	
	2014	2013
	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 29 mars	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 mars
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)		
Produits	511,1 \$	478,7 \$
Moins : Sous-consultants et dépenses directes	70,5 \$	71,9 \$
Produits nets*	440,6 \$	406,8 \$
Coûts liés au personnel	336,2 \$	307,5 \$
Autres coûts opérationnels ⁽¹⁾	65,3 \$	64,9 \$
Quote-part du résultat d'entreprises associées	(3,0) \$	(2,7) \$
BAIIA*	42,1 \$	37,1 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	8,6 \$	8,5 \$
Amortissement des immobilisations corporelles	6,4 \$	6,1 \$
Frais financiers	3,6 \$	2,6 \$
Quote-part de l'amortissement des entreprises associées	0,6 \$	0,9 \$
Résultat avant impôt	22,9 \$	19,0 \$
Charge d'impôt sur le résultat	5,3 \$	4,3 \$
Quote-part de l'impôt sur le résultat des entreprises associées	0,7 \$	0,6 \$
Résultat net	16,9 \$	14,1 \$
Attribuable aux :		
– Actionnaires	17,3 \$	14,5 \$
– Participations ne donnant pas le contrôle	(0,4) \$	(0,4) \$
Résultat net de base et dilué par action	0,33 \$	0,28 \$
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions	52 634 219	51 357 337

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

⁽¹⁾ Les autres coûts opérationnels incluent les gains et pertes de change sur les opérations et les produits d'intérêts.

Dans cette section, nous passons en revue les variations des résultats opérationnels pour les premier trimestre de 2014 et 2013, en décrivant les facteurs qui ont eu une incidence sur les produits nets, le BAIIA (la marge du BAIIA), le BAIIA ajusté (la marge du BAIIA ajusté) et le carnet de commandes, sur une base consolidée et par secteur d'exploitation, et en décrivant les facteurs à l'origine des changements survenus dans les principales catégories de dépenses. Le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, les fonds provenant des activités opérationnelles et les flux de trésorerie disponibles font également l'objet d'une revue sur une base consolidée.

Produits

Le rendement financier et les résultats de la Société devraient être mesurés et analysés en tenant compte des produits générés par les honoraires, soit les produits nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier de manière significative d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs des services d'experts-conseils.

Les cinq secteurs opérationnels de la Société sont fondés sur notre modèle de prestation de services par emplacement géographique. Ces secteurs sont les suivants : Canada, États-Unis, Royaume-Uni, Nord de l'Europe et Reste du monde.

Les tableaux qui suivent présentent sommairement les variations des produits nets et du nombre d'employés, au total et par secteur opérationnel, d'un trimestre à l'autre.

(en millions de dollars, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Premier trimestre					Total
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Nord de l'Europe	Reste du monde	
Produits nets* 2014	111,2 \$	49,5 \$	84,6 \$	131,3 \$	64,0 \$	440,6 \$
Produits nets* 2013	127,5 \$	41,2 \$	63,9 \$	120,3 \$	53,9 \$	406,8 \$
Variation nette (%)	(12,8) %	20,1 %	32,4 %	9,1 %	18,7 %	8,3 %
Croissance/(repli) interne	(13,0) %	9,8 %	13,6 %	0,0 %	17,2 %	1,1 %
Croissance découlant d'acquisitions	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %	0,4 %	0,1 %
Incidence des variations des cours de change	0,2 %	10,3 %	18,8 %	8,9 %	1,1 %	7,1 %
Variation nette (%)	(12,8) %	20,1 %	32,4 %	9,1 %	18,7 %	8,3 %
Nombre approximatif d'employés - 2014	4 400	1 100	2 600	3 400	3 700	15 200
Nombre approximatif d'employés - 2013	4 900	1 100	2 400	3 400	3 000	14 800
Variation nette (%)	(10,2) %	0,0 %	8,3 %	0,0 %	23,3 %	2,7 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

La Société a clos le premier trimestre de 2014 avec des produits nets de 440,6 M\$, ce qui représente une hausse de 33,8 M\$, ou 8,3 %, comparativement à la même période en 2013. La hausse des produits nets est en majeure partie attribuable à l'incidence favorable du change. La Société a connu une croissance interne de 1,1 % attribuable au solide rendement des secteurs opérationnels des États-Unis, du Royaume-Uni et du Reste du monde, qui a permis de compenser le repli affiché par nos opérations canadiennes.

Canada

Les produits nets enregistrés au Canada se sont chiffrés à 111,2 M\$ au premier trimestre de 2014, soit une diminution de 16,3 M\$, ou 12,8 %, par rapport à la même période en 2013. Ce repli tient principalement à la conjoncture économique, qui demeure difficile, surtout pour le segment de l'industriel et de l'énergie (mines et fabrication générale) de l'est du Canada. De plus, les produits nets se sont ressentis du ralentissement du processus d'attribution des contrats pour les projets financés par le secteur public dans la province de Québec, ralentissement qui a suivi l'annonce d'une élection provinciale. Le Québec et l'Ontario, exclusion faite de la région du Grand Toronto, ont compté respectivement pour 8,4 % et 2,0 % de la diminution des produits nets de 12,8 % observée au Canada. L'Alberta a continué de dégager de solides résultats, affichant certains gains comparativement à la même période en 2013 grâce à la reprise soutenue du segment de l'industriel et de l'énergie (hydrocarbures) dans cette province.

États-Unis

Les produits nets générés par nos opérations aux États-Unis se sont élevés à 49,5 M\$ au premier trimestre de 2014, ce qui représente une hausse de 8,3 M\$, ou 20,1 %, par rapport à la même période en 2013. La croissance interne des produits nets, en devises constantes, s'est établie à 9,8 %. Les segments de marché du bâtiment et des infrastructures ont représenté les principaux moteurs de la croissance interne observée au cours du trimestre.

Royaume-Uni

Les produits nets de notre secteur opérationnel du Royaume-Uni se sont élevés à 84,6 M\$ pour le premier trimestre de 2014, soit une hausse de 20,7 M\$, ou 32,4 %, comparativement à la même période en 2013. La croissance interne des produits nets, en devises constantes, s'est chiffrée à 13,6 %. Le segment de marché du bâtiment a alimenté la majeure partie de la croissance interne et a permis de compenser le rendement du segment des infrastructures, qui se trouve encore en période de redressement.

Nord de l'Europe

Les produits nets de nos opérations du Nord de l'Europe pour le premier trimestre de 2014 ont affiché une hausse de 11,0 M\$, ou 9,1 %, comparativement à la même période en 2013. La croissance interne des produits nets, en devises constantes, est demeurée stable. Le rendement solide de nos opérations en Suède a été contrebalancé par le repli observé en Allemagne. Les opérations allemandes ont fait l'objet d'une restructuration au cours du deuxième semestre de 2013. Nous surveillons leur rendement et l'évaluons en regard des objectifs sur une base continue.

Reste du monde

Les produits nets de notre secteur opérationnel Reste du monde se sont élevés à 64,0 M\$ au premier trimestre de 2014, soit une hausse de 10,1 M\$ ou 18,7 % comparativement à la même période en 2013. La croissance interne des produits nets, en devises constantes, s'est établie à 17,2 %. Cette augmentation est attribuable au secteur opérationnel du Moyen-Orient, de même qu'aux redressements de nos opérations en Australie et en Asie. Quant à l'Afrique du Sud, la situation demeure difficile.

Carnet de commandes

Premier trimestre de 2014

(en millions de dollars)	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Nord de l'Europe	Reste du monde	Total
Carnet de commandes*	448,3 \$	293,1 \$	357,9 \$	246,1 \$	377,7 \$	1 723,1 \$
Ententes-cadres de prestations de services	196,9 \$	13,7 \$	77,2 \$	102,4 \$	113,8 \$	504,0 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Premier trimestre de 2013

(en millions de dollars)	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Nord de l'Europe	Reste du monde	Total
Carnet de commandes*	506,5 \$	209,0 \$	236,0 \$	239,0 \$	236,8 \$	1 427,3 \$
Ententes-cadres de prestations de services	184,6 \$	41,0 \$	109,0 \$	112,0 \$	105,0 \$	551,6 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au 29 mars 2014, le carnet de commandes s'établissait à 1 723,1 M\$, ce qui représentait environ 10,1 mois de produits bruts, soit une augmentation de 295,8 M\$, ou 20,7 %, comparativement au premier trimestre de 2013 et une hausse de 226,3 M\$, ou 15,1 %, par rapport à la clôture du quatrième trimestre de 2013. En outre, la Société était partie à des ententes-cadres de prestations de services de 504,0 M\$ à la fin du

premier trimestre de 2014. Les ententes-cadres de prestations de services découlent de contrats-cadres signés avec des clients pour lesquels la valeur du travail à effectuer n'est pas spécifiée.

La variation du carnet de commandes par secteur opérationnel sur 12 mois constitue un indicateur des niveaux d'activités actuels de nos opérations dans diverses régions du monde.

Charges

Le tableau qui suit résume les résultats opérationnels de la Société exprimés en pourcentage des produits nets pour le premier trimestre de 2014 et de 2013.

	Premier trimestre	
	2014	2013
	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 29 mars	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 mars
(pourcentage des produits nets)		
Produits nets*	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	76,3 %	75,6 %
Autres coûts opérationnels ⁽¹⁾	14,8 %	16,0 %
Quote-part du résultat des entreprises associées	(0,7) %	(0,7) %
BAlIA*	9,6 %	9,1 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	2,0 %	2,1 %
Amortissement des immobilisations corporelles	1,5 %	1,5 %
Frais financiers	0,8 %	0,6 %
Quote-part de l'amortissement des entreprises associées	0,1 %	0,2 %
Charge d'impôt sur le résultat	1,4 %	1,2 %
Résultat net	3,8 %	3,5 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

⁽¹⁾ Les autres coûts opérationnels incluent les gains et pertes de change sur les opérations et les produits d'intérêts.

Les charges se composent de deux éléments majeurs : 1) les coûts liés au personnel et 2) les autres coûts opérationnels. Les coûts liés au personnel comprennent les coûts salariaux relatifs à la prestation de services de consultation et à l'exécution de projets par tous les employés de la Société, ainsi que les coûts liés au personnel administratif. Les autres coûts opérationnels incluent des coûts fixes tels que les charges locatives, les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles, le gain ou la perte de change sur les opérations et les produits d'intérêts. Les autres coûts opérationnels incluent également les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises ainsi que les coûts de restructuration.

Enfin, la Société inscrit également des charges liées à l'amortissement des immobilisations incorporelles, à l'amortissement des immobilisations corporelles et aux frais financiers.

Les coûts liés au personnel ont augmenté de 28,7 M\$ au premier trimestre de 2014 comparativement à la même période en 2013, en raison principalement de l'augmentation des effectifs.

BAIIA ajusté par secteur opérationnel

Premier trimestre de 2014						
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	États-Unis	Royaume- Uni	Nord de l'Europe	Reste du monde	Total
Produits nets*	111,2 \$	49,5 \$	84,6 \$	131,3 \$	64,0 \$	440,6 \$
BAIIA*						42,1 \$
Coûts administratifs globaux						1,6 \$
BAIIA ajusté*	10,5 \$	5,5 \$	7,7 \$	18,9 \$	1,1 \$	43,7 \$
Marge du BAIIA ajusté*	9,4 %	11,1 %	9,1 %	14,4 %	1,7 %	9,9 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Premier trimestre de 2013						
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	États-Unis	Royaume- Uni	Nord de l'Europe	Reste du monde	Total
Produits nets*	127,5 \$	41,2 \$	63,9 \$	120,3 \$	53,9 \$	406,8 \$
BAIIA*						37,1 \$
Coûts administratifs globaux						6,7 \$
BAIIA ajusté*	15,8 \$	4,4 \$	5,5 \$	16,8 \$	1,3 \$	43,8 \$
Marge du BAIIA ajusté*	12,4 %	10,7 %	8,6 %	14,0 %	2,4 %	10,8 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

La marge du BAIIA ajusté de nos opérations canadiennes a diminué par rapport à la même période en 2013 pour passer de 12,4 % à 9,4 %, ce qui s'explique principalement par la contraction du cycle économique et par le ralentissement du processus d'attribution des contrats pour les projets financés par le secteur public qui a été observé dans plusieurs segments de marché d'un bout à l'autre du pays, mais plus particulièrement dans les provinces du Québec et de l'Ontario (exception faite de la région du Grand Toronto).

Les marges du BAIIA ajusté de nos secteurs opérationnels des États-Unis, du Royaume-Uni et du Nord de l'Europe se sont légèrement améliorées par rapport à l'exercice précédent.

La marge du BAIIA ajusté du secteur opérationnel Reste du monde est passée de 2,4 % au premier trimestre de 2013 à 1,7 % au premier trimestre de 2014, en raison principalement du rendement inférieur dégagé par nos opérations sud-africaines, toutes les autres régions ayant affiché un rendement supérieur à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

D'autres facteurs influent sur la marge du BAIIA ajusté tels que la saisonnalité, la nature des projets, les prix, l'environnement concurrentiel, l'exécution des projets, les hausses de coûts, le cours de change et la productivité des employés.

Les coûts liés au groupe pour le premier trimestre de 2014 ont été inférieurs à ceux enregistrés pour la même période en 2013, en raison surtout du règlement en notre

faveur d'une poursuite intentée durant une période précédente et des synergies de coûts réalisées par le groupe.

Frais financiers

Les frais financiers de la Société se rapportent principalement aux charges d'intérêts liées aux facilités de crédit, aux frais financiers nets liés aux obligations au titre des régimes de retraite et aux gains ou pertes de change sur les passifs en monnaies étrangères. La Société recourt à ses facilités de crédit pour gérer son fonds de roulement et pour financer ses acquisitions d'entreprises. Les frais financiers exprimés en pourcentage des produits nets pour le premier trimestre de 2014 sont demeurés relativement stables par rapport à la même période en 2013.

Impôts sur le résultat

La Société a inscrit une charge d'impôt de 5,3 M\$, contre 4,3 M\$ pour la période correspondante de 2013, ce qui représente des taux d'imposition effectifs de 25,9 % et de 25,0 %, respectivement. La hausse de la charge d'impôt est attribuable à l'augmentation du résultat avant impôt, tandis que la hausse du taux d'imposition effectif s'explique par l'incidence d'une répartition différente des profits générés par nos opérations situées dans divers pays, lesquelles sont imposées à différents taux.

Résultat net et résultat net par action

Le résultat net de la Société pour le premier trimestre de 2014 s'est élevé à 16,9 M\$, ou 0,33 \$ par action (de base et dilué), comparativement à 14,1 M\$, ou 0,28 \$ par action, pour la même période en 2013.

Le résultat net par action est une mesure couramment utilisée pour mesurer le rendement d'une société. Toutefois, la direction estime que, dans le cas des sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action (en raison des méthodes comptables variées relatives à l'affectation du prix d'achat au goodwill et aux immobilisations incorporelles), les fonds provenant des activités opérationnelles par action et les flux de trésorerie disponibles par action sont des mesures plus efficaces pour évaluer le rendement d'une société par rapport à ses concurrents. Ces mesures sont présentées ci-dessous.

Rapprochement du résultat net et du résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat)

	Premier trimestre	
	2014	2013
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 29 mars	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 mars
Résultat net attribuable aux actionnaires	17,3 \$	14,5 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises	5,5 \$	5,7 \$
Impôt sur le résultat relatif à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises	(1,4) \$	(1,5) \$
Résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat)*	21,4 \$	18,7 \$
Résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action*	0,41 \$	0,36 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action s'est établi à 0,41 \$ par action pour le premier trimestre de 2014, comparativement à 0,36 \$ par action pour la même période en 2013. L'augmentation du résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) résulte principalement de la hausse du résultat net attribuable aux actionnaires inscrit pour le premier trimestre de 2014 par rapport à celui inscrit pour le premier trimestre de 2013.

FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(en millions de dollars, sauf les données par actions et le nombre d'actions)	Premier trimestre	
	2014	2013
	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 29 mars	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 mars
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(0,1) \$	0,4 \$
Moins :		
Variation des éléments du fonds de roulement sans incidence sur la trésorerie	26,6 \$	22,8 \$
Fonds provenant des activités opérationnelles*	26,5 \$	23,2 \$
Fonds provenant des activités opérationnelles par action*	0,50 \$	0,45 \$
Moins :		
Variation des éléments du fonds de roulement sans incidence sur la trésorerie	(26,6) \$	(22,8) \$
Dépenses en immobilisations	(7,2) \$	(7,1) \$
Flux de trésorerie disponibles*	(7,3) \$	(6,7) \$
Flux de trésorerie disponibles par action**	(0,14) \$	(0,13) \$
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions	52 634 219	51 357 337

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Fonds provenant des activités opérationnelles

Les fonds provenant des activités opérationnelles constituent une mesure utilisée par la Société pour fournir à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds générés par les activités opérationnelles avant la variation des éléments du fonds de roulement sans incidence sur la trésorerie.

Pour le premier trimestre de 2014, la Société a généré des fonds provenant des activités opérationnelles s'élevant à 26,5 M\$, ou 0,50 \$ par action, comparativement à 23,2 M\$, ou 0,45 \$ par action, pour la même période en 2013. La hausse des fonds provenant des activités opérationnelles s'explique principalement par le BAIIA plus élevé généré au premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice de ses activités. Les flux de trésorerie disponibles correspondent donc aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, soit les créanciers et les actionnaires de la Société.

Pour le premier trimestre de 2014, les flux de trésorerie disponibles de la Société se sont soldés par des sorties de trésorerie de 7,3 M\$, ou 0,14 \$ par action, en comparaison de

6,7 M\$, ou 0,13 \$, par action pour la période correspondante de 2013. En raison du caractère saisonnier des activités de la Société, le premier trimestre représente la période où les flux de trésorerie disponibles se trouvent normalement à leur plus bas niveau.

SITUATION DE TRÉSORERIE

	Premier trimestre	
	2014	2013
	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 29 mars	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 mars
(en millions de dollars)		
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(0,1) \$	0,4 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(17,9) \$	(30,4) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7,0) \$	(6,9) \$
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents	2,1 \$	(0,3) \$
Variation nette de la trésorerie	(22,9) \$	(37,2) \$
Dividendes versés	10,1 \$	12,0 \$
Dépenses en immobilisations	7,2 \$	7,1 \$

Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles du premier trimestre de 2014 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 0,1 M\$, en comparaison d'entrées de trésorerie de 0,4 M\$ pour la même période en 2013. Les variations positives du BAIIA et des cours de change, de l'ordre respectivement de 5,0 M\$ et de 2,4 M\$, sont venues compenser la variation négative de l'impôt sur le résultat payé de 2,0 M\$, des éléments du fonds de roulement sans incidence sur la trésorerie de 3,8 M\$ et des autres éléments de 2,1 M\$.

Activités de financement

Les activités de financement du premier trimestre de 2014 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 17,9 M\$, en comparaison de sorties de trésorerie de 30,4 M\$ pour la même période en 2013. Cette variation s'explique principalement par les remboursements de 11,1 M\$ qui ont été effectués sur les facilités de crédit en 2013, aucun remboursement n'ayant été effectué au cours du premier trimestre de 2014. Au cours du premier trimestre de 2014 et de 2013, la Société a versé à ses actionnaires des dividendes de 10,1 M\$ et de 12,0 M\$, respectivement.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement du premier trimestre de 2014 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 7,0 M\$, en comparaison de sorties de trésorerie de 6,9 M\$ pour la période correspondante de 2013. Au cours du premier trimestre de 2014, la Société a réalisé des acquisitions mineures d'entreprises, pour un total de 0,8 M\$.

Engagements contractuels

La Société a conclu des engagements contractuels comportant des dates d'échéance différentes, principalement pour la location d'espaces de bureaux et de matériel informatique. Aucun changement important n'a été relevé au titre de ces obligations depuis l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

Dettes nettes

	2014	2013
	Au 29 mars	Au 31 décembre
(en millions de dollars)		
Passifs financiers ⁽¹⁾	241,1 \$	242,1 \$
Moins : Trésorerie et équivalents	(99,9) \$	(131,9) \$
Dettes nettes	141,2 \$	110,2 \$
BAlIA sur 12 mois continus	176,1 \$	171,1 \$

⁽¹⁾ Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, incluant leur partie courante, du découvert bancaire et des avances bancaires.

Au 29 mars 2014, la Société présentait un état de la situation financière comportant un bon équilibre entre les dettes et les capitaux propres. Elle affichait une dette nette de 141,2 M\$ et un ratio de la dette nette par rapport au BAlIA sur 12 mois continus de 0,8x.

Dividendes

Le 12 mars 2014, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits le 31 mars 2014. Ce dividende a été versé le 15 avril 2014. Les dividendes totaux déclarés au cours du premier trimestre de 2014 se sont élevés à 23,0 M\$, comparativement à 19,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013. Le dividende déclaré pour le premier trimestre de 2014 inclut les actions émises le 31 mars 2014 dans le cadre d'un placement public par voie de prise ferme et de placements privés qui ont eu lieu le 12 mars 2014. À la clôture du premier trimestre de 2014, 52 686 237 actions étaient émises et en circulation, en comparaison de 51 418 329 actions au 30 mars 2013. Au cours du premier trimestre, une partie du dividende payé au quatrième trimestre a été réinvesti en 305 174 actions ordinaires en vertu du RRD. Les porteurs de 26 743 423 actions, représentant 43,6 % du total des actions en circulation en date du 31 mars 2014, ont choisi de participer au RRD. De ce fait, du total des dividendes payés en avril 2014, 10,0 M\$ ont été réinvestis en actions de la Société. La sortie nette de trésorerie pour la Société a donc été de 13,0 M\$ pour le paiement du dividende du premier trimestre.

Le conseil d'administration (le « Conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu des résultats actuels de la Société et de ses besoins financiers courants. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le Conseil des besoins futurs, du rendement financier, des liquidités, des perspectives et d'autres facteurs jugés pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date d'enregistrement et date de paiement sont déterminés par le Conseil, à sa discrétion. Certains renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la section « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Options d'achat d'actions

Au 29 mars 2014, 272 393 options d'achat d'actions étaient en circulation à un prix d'exercice de 35,45 \$.

SOURCES DE FINANCEMENT

(en millions de dollars)	2014	2013
	Au 29 mars	Au 31 décembre
Trésorerie et équivalents	99,9 \$	131,9 \$
Facilité de crédit consentie disponible	391,2 \$	200,3 \$
Facilités de crédit non consenties disponibles	8,3 \$	9,8 \$
Sources de financement à court terme disponibles	499,4 \$	342,0 \$

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, de pair avec ses sources de financement à court terme disponibles, lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses en immobilisations prévues et d'offrir à ses actionnaires un rendement sur leurs investissements.

Facilités de crédit

La Société dispose de facilités de crédit consenties par un consortium bancaire qui se composent de facilités de crédit renouvelables d'un montant maximal de 600,0 M\$. Les facilités de crédit sont disponibles i) pour financer les besoins généraux de la Société, son fonds de roulement et ses dépenses en immobilisations et ii) pour financer ses futures acquisitions d'entreprises.

En vertu des facilités de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de satisfaire à certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA consolidé et de la couverture des charges fixes, qui sont des mesures non conformes aux IFRS.

La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues aux termes des facilités de crédit. Toutes les clauses étaient respectées au 29 mars 2014.

TRANSACTIONS LIÉES À L'ACQUISITION DE FOCUS

Le 12 mars 2014, la Société a conclu une entente relative à l'acquisition (l'« acquisition ») de toutes les actions émises et en circulation de Focus, cabinet d'ingénierie et de géomatique multidisciplinaire comptant 1 800 employés situé en Alberta qui fournit des services principalement à des clients de l'industrie du gaz et du pétrole de l'Ouest canadien, pour une contrepartie totale de 366,1 M\$, pouvant faire l'objet des ajustements habituels du prix d'acquisition. L'acquisition a été conclue le 10 avril 2014.

Parallèlement à l'acquisition, WSP a conclu une entente avec un syndicat de preneurs fermes (les « preneurs fermes »), lesquels ont acquis par voie de prise ferme, aux termes d'un prospectus simplifié, 5 333 000 actions ordinaires du capital-actions autorisé de WSP au prix de 33,75 \$ l'action ordinaire, ce qui a rapporté à WSP un produit brut total de 180,0 M\$. En outre, une option de surallocation a été octroyée aux preneurs

fermes et exercée en entier. Au total, 6 132 950 actions ordinaires ont été émises, pour un produit net 198,7 M\$.

De plus, l'OIRPC et la Caisse ont acquis, dans le cadre d'un placement privé, un total de 2 370 000 actions ordinaires au prix de 33,75 \$ l'action ordinaire, ce qui a rapporté à WSP un produit brut total de 80,0 M\$. L'OIRPC et la Caisse se sont tous deux vu attribuer une option d'achat d'actions ordinaires additionnelles de WSP leur permettant d'acquérir jusqu'à 15 % du nombre d'actions ordinaires qu'ils ont souscrites à la clôture, sous réserve de l'exercice de l'option de surallocation par les preneurs fermes. La Caisse a exercé son option de surallocation dans son intégralité en vue d'obtenir 177 750 actions ordinaires. Au total, 2 547 750 actions ordinaires ont été émises en faveur de l'OIRPC et de la Caisse, pour un produit net de 83,4 M\$.

Le produit net tiré de l'émission de toutes les actions ordinaires a été reçu le 31 mars 2014. Au 31 mars 2014, la Société avait 61 366 937 actions ordinaires en circulation.

SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

	2014			2013			2012		
	Total	T1	T4	T3	T2	T1	T4*	T3	T2*
(en millions de dollars, sauf les données par action)	Sur 12 mois	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 29 mars	Pour la période du 29 sept. au 31 décembre	Pour la période du 30 juin au 28 sept.	Pour la période du 31 mars au 29 juin	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 mars	Pour la période du 30 sept. au 31 décembre	Pour la période du 1 ^{er} juillet au 29 sept.	Pour la période du 1 ^{er} avril au 30 juin
Résultats opérationnels									
Produits	2 048,4 \$	511,1 \$	530,4 \$	490,5 \$	516,4 \$	478,7 \$	516,5 \$	396,1 \$	181,2 \$
Produits nets**	1 711,0 \$	440,6 \$	436,1 \$	407,6 \$	426,7 \$	406,8 \$	411,9 \$	321,4 \$	149,7 \$
BAlIA**	176,1 \$	42,1 \$	44,9 \$	47,1 \$	42,0 \$	37,1 \$	40,8 \$	37,8 \$	8,8 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires	73,0 \$	16,9 \$	17,6 \$	21,5 \$	17,0 \$	14,1 \$	23,0 \$	16,2 \$	(3,0) \$
Résultat net de base et dilué par action		0,33 \$	0,34 \$	0,43 \$	0,33 \$	0,28 \$	0,45 \$	0,36 \$	(0,09) \$
Dividendes									
Dividendes déclarés	81,5 \$	23,0 \$	19,6 \$	19,5 \$	19,4 \$	19,3 \$	19,1 \$	19,0 \$	12,4 \$
Dividendes déclarés, par action	1,50 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$

* Les résultats financiers des deuxième et quatrième trimestres de 2012 incluent des éléments inhabituels s'élevant à 12,3 M\$ et à 4,5 M\$, respectivement, et des charges d'impôt sur le résultat de 0,7 M\$ et de 1,0 M\$ respectivement, relatifs à l'acquisition de WSP Group plc.

** Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

La croissance des produits et des produits nets de la Société est principalement attribuable aux acquisitions d'entreprises réalisées en 2012. L'acquisition de WSP Group plc, réalisée en août 2012, a eu une incidence considérable sur les produits et les produits nets de la Société depuis le troisième trimestre de 2012.

En 2013 et en 2012, la Société a déclaré des dividendes trimestriels de 0,375 \$ par action. Au cours du troisième trimestre de 2012, la Société a émis des actions ordinaires afin de financer l'acquisition de WSP, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre d'actions en circulation de la Société et, par le fait même, le total des dividendes déclarés.

GOVERNANCE

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») pour fournir l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période au cours de laquelle les documents intermédiaires sont établis;
- l'information qui doit être présentée dans les documents annuels, les documents intermédiaires ou d'autres rapports de la Société déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au cours de la période du 1^{er} janvier 2014 au 29 mars 2014, aucun changement qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information n'a été apporté au CIIF de la Société. Les contrôles continueront d'être analysés périodiquement afin d'assurer une amélioration continue.

Responsabilités du conseil d'administration

Le Conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le comité d'audit et le Conseil de la Société ont revu et approuvé les états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période terminée le 29 mars 2014 ainsi que le présent rapport de gestion avant leur publication.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été dressés conformément aux IFRS publiées par l'IASB s'appliquant à l'établissement d'états financiers intermédiaires, y compris IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Ils ont été établis selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées lors de l'établissement des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013. Veuillez vous reporter aux états financiers consolidés audités de 2013 de la Société pour de plus amples renseignements sur les principales méthodes comptables et les estimations importantes qui ont été utilisées pour dresser les états financiers. Au cours du premier trimestre de 2014, la Société a adopté la nouvelle norme comptable IFRIC 21, *Droits ou taxes*. Cette norme n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour le premier trimestre de 2014.

FUTURES NORMES COMPTABLES

Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 ainsi que le rapport de gestion y afférent présentaient les futures normes comptables de l'IASB qui entreront en vigueur au cours des prochains exercices.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les états financiers consolidés audités de 2013 de la Société décrivaient, à la note 24, les risques liés aux instruments financiers et la façon dont la Société gère ces risques. Du 1^{er} janvier 2014 au 29 mars 2014, aucun changement important ne s'est produit à l'égard des risques liés aux instruments financiers. Aucune modification importante n'a été apportée au classement des instruments financiers. En outre, la méthode utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers n'a pas changé depuis le 31 décembre 2013.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société détient le contrôle sur ses filiales, lesquelles sont consolidées dans les états financiers consolidés. Certains accords ont été mis en place avec des entités structurées, qui fournissent différents services, principalement dans le secteur de l'architecture. Ces accords de gestion permettent à la Société d'exercer un contrôle sur la gestion et les activités de ces entités. La Société reçoit également des honoraires de gestion et a des obligations à l'égard des passifs et des pertes de ces entités. Compte tenu de ces faits et circonstances, la direction a conclu que ces entités sont contrôlées par la Société et, par conséquent, elle les a intégrées dans les états financiers consolidés de la Société.

Les transactions entre les filiales et les entités structurées sont conclues dans le cours normal des activités, dans des conditions de concurrence normale. Lors du processus de consolidation, toutes les transactions et tous les soldes intragroupes ont été éliminés.

Au cours du premier trimestre de 2014, la Société a conclu des transactions avec des entreprises associées dans des conditions de concurrence normale.

La Société réalise certaines activités de concert avec d'autres parties dans le cadre de partenariats classés à titre d'entreprises communes. Les partenariats considérés comme des entreprises communes sont comptabilisés à l'aide de la méthode de la consolidation proportionnelle, selon laquelle la Société inscrit sa quote-part des actifs, des passifs, des produits, des charges et des flux de trésorerie de chacune de ces entreprises communes.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion renferme certains énoncés prospectifs qui ne sont pas fondés sur des faits passés. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la direction en ce qui a trait à la croissance,

aux résultats opérationnels, au rendement, aux perspectives commerciales et aux occasions d'affaires de la Société ou de son industrie pour les périodes à venir. Dans certains cas, on reconnaît les énoncés prospectifs à l'utilisation de termes comme « peut », « fera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel » ou « continuer », ou de termes ou expressions semblables. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la direction et sont fondés sur certains facteurs et certaines hypothèses présentés dans le rapport de gestion, notamment ceux décrits à la section « Principales méthodes comptables ». Bien que la Société estime que ces facteurs et hypothèses sont raisonnables à la lumière des renseignements dont elle dispose actuellement, un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus indiqués dans les énoncés prospectifs. De ce fait, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à ceux formulés dans ces énoncés prospectifs. La Société ne met pas à jour ni ne révisé les énoncés prospectifs, même si de nouvelles informations deviennent disponibles, à moins que la loi ne l'exige. Les lecteurs ne doivent pas accorder une trop grande importance à ces énoncés prospectifs.

FACTEURS DE RISQUE

Les résultats opérationnels, les perspectives commerciales et la situation financière de la Société sont assujettis à divers risques et incertitudes et subissent l'influence d'un certain nombre de facteurs indépendants de sa volonté. Ces facteurs de risque pourraient entraîner une baisse du cours des actions de la Société et compromettre la capacité de celle-ci à déclarer des dividendes sur ses actions.

Les risques et les incertitudes auxquels est exposée la Société ne diffèrent pas considérablement de ceux qui sont décrits dans le rapport annuel 2013 de la Société.

INFORMATION ADDITIONNELLE

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web à l'adresse www.wspgroup.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 est disponible sur ces deux sites.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 29 mars 2014, la Société avait 52 686 237 actions ordinaires en circulation. Au 12 mai 2014, elle avait 61 646 134 actions ordinaires en circulation, en raison de l'émission d'actions réalisée dans le cadre du placement public par voie de prise ferme et du placements privés conclus le 31 mars 2014 et de l'émission d'actions réalisée dans le cadre du RRD après le paiement, en avril 2014, du dividende du premier trimestre. La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

GLOSSAIRE

Produits nets

Les produits nets sont définis comme étant les produits moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres dépenses directes recouvrables directement auprès de clients. Les produits nets ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Par conséquent, les produits nets pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avertis que les produits nets ne devraient pas être interprétés comme une mesure de remplacement des produits de la période (tels qu'ils sont établis conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société.

BAIIA

Le BAIIA renvoie au résultat avant les frais non liés aux activités opérationnelles désignés par la direction, les frais financiers, la charge d'impôt sur le résultat et la dotation aux amortissements. Le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, des activités financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Marge du BAIIA

La marge du BAIIA est définie comme le BAIIA exprimé en pourcentage des produits nets. La marge du BAIIA n'est pas une mesure conforme aux IFRS.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est défini comme le BAIIA excluant les coûts administratifs globaux. Les coûts administratifs globaux correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées, telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquels ne sont pas attribués aux secteurs opérationnels. Cette mesure n'est pas une mesure conforme aux IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les régions les unes avec les autres.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage du résultat net. La marge du BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS.

Résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) et résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action

Le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Cette mesure, qui permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importantes acquisitions d'entreprises, se définit comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires, excluant les charges d'amortissement liées aux carnets de commandes, aux relations clients et aux accords de non-concurrence pris en compte dans les acquisitions d'entreprises et l'impôt sur le résultat relatif à cet amortissement.

Le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action est calculé à l'aide du nombre moyen pondéré de base d'actions.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Il représente les produits futurs découlant de contrats signés non exécutés. La méthode utilisée par la Société pour calculer son carnet de commandes peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Fonds provenant des activités opérationnelles et fonds provenant des activités opérationnelles par action

Les fonds provenant des activités opérationnelles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds liés aux opérations avant la variation des éléments du fonds de roulement sans incidence sur la trésorerie.

Les fonds provenant des activités opérationnelles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Flux de trésorerie disponibles et flux de trésorerie disponibles par action

Les flux de trésorerie disponibles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent une mesure constante et comparable des flux de trésorerie disponibles provenant des activités opérationnelles. Cette mesure est utilisée à titre d'indicateur de la performance et de la solidité financière. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles tels qu'ils sont présentés selon les IFRS, moins les dépenses en immobilisations effectuées pour l'entretien.

Les flux de trésorerie disponibles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Délai moyen de recouvrement des créances clients (« délai de recouvrement »)

Le délai de recouvrement n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Il s'agit du nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en flux de trésorerie les comptes clients et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. La méthode utilisée par la Société pour calculer le délai de recouvrement peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS. Il s'agit d'une mesure de notre levier financier, déduction faite de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, qui est calculée en fonction de notre BAIIA sur 12 mois continus.